17 avril 2002, Québec

Motion à l'occasion de l'anniversaire du rapatriement unilatéral de la constitution

Madame la Présidente, Je sollicite le consentement de cette Assemblée afin que soit présentée la motion suivante:

« Que l'Assemblée nationale réaffirme qu'elle n'a jamais adhéré à la Loi constitutionnelle de 1982, qui a eu pour effet de diminuer les pouvoirs et les droits du Québec sans le consentement du gouvernement québécois, de l'Assemblée nationale, et que celle-ci est toujours inacceptable au Québec. » Il y a vingt ans, Madame la Présidente – et il est important que les hommes et les femmes qui suivaient cette question à l'époque se le remémorent et que les plus jeunes l'apprennent – le Canada, par son gouvernement central en particulier, procédait au rapatriement unilatéral et à l'adoption d'une nouvelle constitution en dépit de l'opposition de tous les partis politiques de l'Assemblée nationale et du gouvernement national du Québec. C'est une journée sombre dans l'histoire de la démocratie canadienne et québécoise, et également à l'échelle internationale. Pour faire bien comprendre, je vais faire quelques analogies. Si, par exemple, le Parlement européen, à Strasbourg, décidait de changer les traités fondamentaux qui ont constitué leur union européenne sans le consentement de l'Assemblée nationale française, du Bundestag et de Westminster réunis, ça aurait été considéré, en Europe de l'Ouest et dans le monde entier, comme une infamie, une chose extrêmement grave, qui aurait probablement mis fin au destin de l'Union européenne. Analogie plus continentale, cette fois-ci. Si Washington décidait de modifier, de faire un amendement à la Constitution américaine sans l'accord de l'État de New York, de la Californie et du Texas réunis, ce serait considéré comme un scandale mondial. Ce qu'a fait le Parlement du Canada à ce moment-là, ce qu'a fait le gouvernement central du Canada – même s'il a essayé de s'en défendre par tous les arguments spécieux et en mobilisant toute sa diplomatie à travers le monde – a constitué une tache pour l'histoire de la démocratie, pour l'histoire du Canada. Et le Québec, fort heureusement, unanimement par ses élus – unanimement ou presque – a réagi contre cette chose inacceptable. C'était un geste profondément antidémocratique. Adoptée contre la volonté du Québec, cette Constitution, qui inclut une Charte des droits, réduit de manière tout aussi unilatérale les pouvoirs et les droits de notre Parlement. Le premier ministre du Québec d'alors, René Lévesque, condamna en ces mots cette manœuvre : « Nous devons constater que M. Trudeau a choisi délibérément, pour obtenir l'adhésion du Canada anglais, une démarche qui a pour effet d'imposer de force au Québec une diminution de ses pouvoirs et de ses droits sans son consentement. » Voilà une description brutale de ce qui est arrivé. Lévesque poursuit : « Fruit de beaucoup de fourberies, le rapatriement revêt un sens profond pour chaque Québécoise et chaque Québécois. Il ne doit pas être oublié. Des choses aussi graves doivent rester dans la mémoire au moins aussi longtemps qu'elles n'ont pas été réparées. » Même celles et ceux qui sont trop jeunes pour l'avoir vécu feraient bien – et plusieurs le font – de réfléchir à la portée réelle de ce 17 avril, le jour où le Canada s'est redéfini sans le Québec, sans une nation québécoise qui représentait historiquement un des peuples fondateurs. C'est parce que le rapatriement est un geste antidémocratique qu'aucun premier ministre ni gouvernement québécois n'a adhéré à la Loi constitutionnelle de 1982.

Au cours de ces vingt ans, il y a eu néanmoins deux tentatives de renouveler le régime fédéral.

Elles ont été menées de bonne foi par des fédéralistes québécois cherchant à réparer les torts causés par le coup de force de 1982. Mais elles se sont soldées toutes deux par des échecs retentissants. En 1980, c'est l'Accord du lac Meech qui provoqua une prise de conscience considérable du peuple québécois. Le Canada venait de dire non aux cinq conditions minimales du gouvernement de Robert Bourassa, dont la reconnaissance, on s'en souvient, du caractère distinct du Québec, ce qui provoqua une réaction extrêmement profonde, sincère et noble du premier ministre Bourassa à cette époque.

Dans les mois qui ont suivi ce rejet, les appuis à la souveraineté ont atteint 70 %, on s'en souvient. Tant et si bien que la commission Bélanger-Campeau, qui a été mise sur pied par Robert Bourassa, concluait dans son rapport que deux voies seulement s'offraient au Québec, conclusion du rapport Bélanger-Campeau, d'une part, une nouvelle et ultime tentative de redéfinir son statut au sein du régime fédéral et, d'autre part, l'accession à la souveraineté. L'ultime tentative de renouvellement du fédéralisme, Charlottetown, dont la portée était pourtant inférieure à celle de Meech, a été elle aussi rejetée en 1992 par deux référendums : l'un au Québec, l'autre au Canada anglais. Une constante émerge en ces moments charnières de notre vie politique : l'identité nationale québécoise est rejetée par le Canada chaque fois que le Québec revendique la reconnaissance et les pouvoirs réels dont il a besoin pour assurer son épanouissement et sa différence.

L'autre voie de solution à la souveraineté fut proposée lors du référendum de 1995 : 49,4 % de nos concitoyens et concitoyennes ont répondu oui, une progression fulgurante par rapport aux 40 % obtenus lors du premier référendum de 1980. Aujourd'hui, malgré ce signal extrêmement puissant de la moitié d'une population qui était prête à accueillir la souveraineté du Québec, l'impasse est plus réelle que jamais. Les masques sont tombés. Il n'existe aucune volonté au Canada de reconnaître le Québec comme nation. Prenons-en acte! Nous avons vu à nouveau, lors de l'entente sur l'union sociale toute récente qui a été conclue en 1999, qu'elle s'est faite encore sans le Québec, Madame la Présidente. La voie d'une réforme en profondeur du régime fédéral est bloquée. La constitution est devenue une dangereuse boîte de Pandore que le Canada refuse d'ouvrir. La raison en est simple, et ce que nous avons vécu depuis vingt ans le confirme. Nous sommes face à des aspirations nationales et à des projets de pays incompatibles. Ça ne veut pas dire l'inimitié, ça ne veut pas dire l'hostilité, ça veut dire des aspirations nationales et des projets de pays, au pluriel, incompatibles, ceux du Québec et ceux du Canada anglais et du gouvernement central. En plus de refuser de reconnaître l'existence du peuple québécois, Ottawa a même tenté de nier notre droit de disposer librement de notre avenir politique par le biais d'une loi, ce qui était nier, on s'en souvient, carrément et de façon frontale ce que Robert Bourassa avait dit avec tellement de sincérité alors qu'il occupait le siège d'où je parle aujourd'hui. Soyons clairs. Cette loi C-20 est tout aussi antidémocratique que le rapatriement unilatéral, et elle doit être portée au Québec et dans le monde entier au passif du Canada. Je ne dis pas de son peuple, mais très certainement de son gouvernement central. C'est pourquoi elle est tout aussi décriée par la société civile québécoise. Chaque jour, le Québec est confronté à un Canada de plus en plus unitaire, centralisé. Ottawa se sert de ses surplus budgétaires pour empiéter sur nos champs de compétence, un scandaleux déséquilibre fiscal que la commission Séguin a mis en lumière d'une façon fulgurante.

Malgré cette impasse, le Québec utilise au maximum sa marge de manœuvre et continue à se développer en tant que nation en Amérique. Le Québec a pris le virage de la nouvelle

économie, on le sait, il a assaini ses finances publiques, il exporte de plus en plus ses produits sur les marchés extérieurs. En vérité, pour chaque dollars de haute technologie exportée par l'espace économique canadien, 50 p. 100 vient du Québec, de notre seul État francophone d'Amérique, le Québec qui est aussi engagé dans le combat pour la diversité culturelle, on le sait, à l'échelle planétaire, et qui est engagé aussi dans le combat pour la protection de l'environnement et des droits fondamentaux.

À cet égard, il importe de rappeler que le Québec s'est donné une Charte des droits et libertés exemplaire dès 1975, soit sept ans avant Ottawa. La charte québécoise protège les droits fondamentaux des citoyens et des citoyennes, tandis que la charte canadienne comporte des articles qui viennent réduire les pouvoirs de notre Assemblée nationale. Voilà une des différences entre les deux chartes, celle du Québec – qui n'a pas été conçue par notre gouvernement, d'ailleurs – qui a été signée par René Lévesque, était destinée à protéger les droits des hommes et des femmes qui vivent sur notre territoire. La charte fédérale comportait des articles destinés à limiter les pouvoirs de cette Assemblée nationale. Les droits sacrés des députés, hommes et femmes du Québec, qui siègent ici, après ce geste inqualifiable, ont eu moins de pouvoir sur le destin du Québec qu'ils n'en avaient avant. Un des exemples, la loi 101 qui s'est souvent affaiblie au cours des ans essentiellement à cause de l'effet de la Charte des droits de 1982.

Face donc à une constitution qui a réduit nos pouvoirs et un Canada qui refuse de reconnaître que nous formons une nation, il est évident que le Québec pourrait faire davantage encore s'il disposait des outils normaux d'un État souverain assumant son plein destin, comme trente nations ont décidé de le faire au cours des dix dernières années. Il y a trente nouvelles nations qui ont accédé aux Nations unies au cours des dix dernières années, qui ont choisi la voie de la dignité, qui ont choisi de contrôler leur propre destin, qui ont choisi de parler d'égal à égal avec les autres nations du monde. Vingt ans après le rapatriement unilatéral de la constitution, la voie d'une réforme en profondeur du fédéralisme est toujours bel et bien bloquée. Et c'est par une expression triviale que le premier ministre du Canada a osé nous le dire brutalement. Il a dit : Madame – langage vraiment élevé dans les circonstances – le magasin général est fermé. L'accession du Québec à la souveraineté dans ces conditions, la création d'un pays bien à nous représentent plus que jamais la voie d'avenir par laquelle notre nation assumera pleinement son destin et sa spécificité. Notre nation se développe en terre d'Amérique depuis plus de quatre siècles. Puisse-t-elle prospérer et vivre ce siècle et les prochains, mais d'une façon pleinement souveraine! Dans notre capitale nationale, il y a quelques mois, se sont réunies toutes les nations d'Amérique, sauf une – pour des raisons que l'on connaît – Cuba, et sauf une autre, la nôtre, qui, dans sa propre capitale nationale n'a pas été en mesure, bien qu'elle soit la sixième puissance économique des trois Amériques, de s'adresser à l'Assemblée des autres nations réunies. De ce côté-ci de la Chambre, Madame la Présidente, tout en déplorant ces événements historiques d'une portée néfaste, nous avons quand même une solution d'avenir, une solution d'espoir à proposer aux Québécois et aux Québécoises. On nous a imposé unilatéralement une Constitution qui ne nous convient pas. Nous nous donnerons un jour, comme nation libre, avec toute la puissance de notre Assemblée nationale, un pays et une Constitution qui seront à nous à jamais.